

TUNISIE

L'UGTT s'implique, Ennahda panique

Les répliques de l'assassinat, jeudi, de l'opposant anti-islamiste Mohamed Brahmi frappé, par à-coups, une Tunisie qui sombre dans une nouvelle crise politique, peut-être la plus décisive depuis la chute de Ben Ali, en janvier 2011. Certes, ce n'est pas encore l'embrasement mais la tension monte chaque jour davantage.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Une sorte de situation de «ni guerre ni paix» prévaut depuis jeudi avec des glissements progressifs depuis les impressionnantes obsèques de Mohamed Brahmi, dans l'après-midi de vendredi.

Une partie de la foule, du reste entièrement hostile au parti islamiste au pouvoir, Ennahda, s'était dirigée, l'après-midi même, vers le quartier du Bardo, dans la banlieue de Tunis, où se trouve le siège de l'Assemblée nationale constituante. Objet et mots d'ordre : la dissolution de cette Assemblée et la chute du régime islamiste d'Ennahda.

Ce sit-in sera toutefois violemment dispersé par les forces de l'ordre, qui ont eu recours aux gros moyens, blessant au passage un député de l'opposition. Mais ce n'était que partie remise. Le soir, après

la rupture du jeûne, les manifestants hostiles à Ennahda et à son gouvernement sont retournés sur les lieux, mais ils n'étaient pas seuls cette fois.

Le parti de Rached Ghannouchi a, entre-temps, battu le rappel de ses troupes. Les deux camps se retrouvent, dès lors, et pour la première fois depuis l'éclatement de la crise, face à face, dans la rue, d'un côté comme de l'autre d'un impressionnant dispositif de sécurité. Cela a commencé par des slogans : «Ghannouchi, assassin», «le peuple veut la chute du gouvernement des assassins» lançait-on du côté des opposants démocrates. «Il n'y a pas de général Sissi en Tunisie», répliqueront avec mépris les troupes d'Ennahda. Mais les choses ne tarderont pas à se gâter et, place et lieu des slogans et des quolibets, ce

seront des pierres que l'on s'échangera des deux côtés. Le pire a été évité de justesse après l'intervention «musclée» de la police, aux alentours de 2h du matin.

N'empêche, les belligérants ont campé sur les lieux jusqu'à l'aube et la police a dû également intervenir pour empêcher les manifestants d'installer des tentes «à l'égyptienne» sur la place publique. Cette séquence, qui a eu lieu à Tunis dans la nuit du vendredi à samedi, donne un aperçu de la grande tension qui persiste à travers tout le pays.

Dans bien des villes, des locaux du gouvernorat et ceux du parti au pouvoir, Ennahda sont ciblés par des manifestants en furie. Dans la ville de Sidi Bouzid, l'on en est déjà même à un stade avancé de la fronde : un conseil des sages s'y est constitué depuis vendredi dernier et qui dénie au pouvoir central, à Ennahda donc, tout droit de regard sur les affaires de la cité? Pendant ce temps, la saignée frappe encore la composante de l'Assemblée constituante.

Au dernier décompte,



Photo : DR.

hier dimanche, l'on en était à 65 députés qui se disent démissionnaires de cette instance transitoire, seul socle de légitimité sur lequel repose le nouveau régime tunisien. Tout cela, et certainement traumatisé par le «sort» de leurs «Frères» en Égypte, fait que les responsables d'Ennahda paniquent et doutent. D'où la brutalité

manifeste des interventions des forces de l'ordre. Une répression qui a fini par excéder la plus grande organisation du pays, l'Union générale des travailleurs tunisiens.

L'UGTT qui a fermement condamné «les attaques injustifiées de la police contre les manifestants», annonce, par la voix de son secrétaire général adjoint,

«une réunion décisive pour (aujourd'hui, ndr) lundi. C'est au cours de cette réunion qu'il sera décidé du destin de la Tunisie», avertira-t-il.

Forte de 500 000 adhérents mais aussi d'un grand capital sympathie dans la population, l'UGTT a effectivement de quoi inquiéter Ennahda !

K. A.

SYRIE

L'armée sur le point de prendre un secteur rebelle clé de Homs

L'armée syrienne, appuyée par le Hezbollah, s'apprêtait hier à prendre le dernier carré de Khaldiyyé, le plus grand quartier rebelle de Homs, troisième ville de Syrie et surnommée «capitale de la révolution» par les militants.

La prise de Khaldiyyé, devenu un des symboles de la rébellion contre Bachar al-Assad, signifierait que le régime n'aurait plus devant lui que quelques quartiers rebelles notamment dans le vieux Homs avant la chute totale de la troisième ville de Syrie.

Le régime, fort de son armée de l'air, de son artillerie et appuyé par le puissant Hezbollah dans sa guerre contre les rebelles, avait lancé il y a 29 jours l'offensive contre ce quartier du nord de la ville, espérant rééditer son succès militaire de Qousseir, bastion insurgé dans la province de Homs repris en juin après une résistance farouche d'un an.

La télévision d'Etat syrienne a annoncé que l'armée contrôle «la quasi-totalité» du secteur et montré des images d'immeubles effondrés, de décombres jonchant les rues et de corps, vraisemblablement de combattants.

Un officier de l'armée interviewé par la chaîne a affirmé qu'il «ne reste plus que le nord du secteur qui sera libéré dans les prochaines 24 heures».

«L'armée et le Hezbollah contrôlent Khaldiyyé en majorité et

les combats se concentrent désormais dans les périphéries nord et sud du quartier», a indiqué de son côté à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Samedi, l'armée s'est emparée de la mosquée historique Khaled Ben Walid, dans le centre du quartier, selon l'OSDH et les médias officiels.

Egalement sur place, la chaîne panarabe Al Mayadeen, basée à Beyrouth, a montré des images de l'intérieur de la mosquée connue pour son architecture mamelouke, et où des soldats ont suspendu un drapeau syrien en signe de victoire.

La mosquée était devenue un des symboles de la révolte lancée en 2011 contre le régime de Bachar al-Assad, lorsque des manifestants sortaient en masse du lieu saint pour défiler dans les rues contre le pouvoir, avant que la révolte ne se transforme en une guerre qui a fait plus de 100 000 morts selon l'ONU.

Le mausolée de Khaled Ben Walid, un compagnon du Prophète Mohamed, a été détruit



Photo : DR.

par des obus de l'armée syrienne en début de semaine, selon l'OSDH et des militants.

Selon la télévision officielle, les rebelles «avaient transformé la mosquée en un centre pour leurs opérations criminelles et pour le stockage d'armes et de munitions».

Khaldiyyé et le Vieux Homs sont depuis plus d'un an assiégés par l'armée et bombardés presque quotidiennement, les militants dénonçant régulièrement la situation humanitaire catastrophique dans le Vieux Homs.

Ailleurs en Syrie, le bilan des victimes civiles tuées vendredi

par un missile sol-sol dans le quartier de Bab Nairab dans la ville d'Alep (nord), s'est alourdi à 32 morts dont 19 enfants, selon un nouveau bilan de l'OSDH.

L'attaque visait, selon l'OSDH, des QG de combattants dans ce quartier de l'ancienne capitale économique du pays, mais le missile s'est abattu sur les maisons des civils.

Les combats et les bombardements faisaient également rage dans la province de Damas et à Alep. Sur le plan politique, l'opposition syrienne a réclamé à l'ONU de révéler les «détails» de l'accord passé avec le régime pour

enquêter sur l'emploi éventuel d'armes chimiques, après la visite de deux envoyés spéciaux des Nations Unies à Damas cette semaine.

Un communiqué conjoint de l'ONU et du ministère syrien des Affaires étrangères avait indiqué vendredi que les discussions ont été «productives» et «ont mené à un accord sur la façon de poursuivre» l'enquête.

D'après l'opposition, celle-ci ne sera complète que si les enquêteurs de l'ONU inspectent les sites en zone rebelle où selon elle le régime a utilisé des armes chimiques.

Damas avait insisté de son côté pour que l'ONU n'enquête qu'à Khan al-Assal (nord), où selon ses affirmations, les rebelles auraient fait usage de ces armes le 19 mars.

Le patron de l'ONU Ban Ki-moon, qui doit encore examiner l'accord avant d'en dévoiler le contenu, avait réclamé un accès généralisé pour enquêter sur toutes les allégations.

L'opposition a par ailleurs condamné «l'exécution collective» de dizaines de combattants loyalistes prisonniers des rebelles à Khan al-Assal, en début de semaine, annonçant la création d'une commission d'enquête.